

Jurisprudence générale du
royaume en matière civile,
commerciale et criminelle : ou
Journal des audiences de la
Cour de [...]

. Jurisprudence générale du royaume en matière civile, commerciale et criminelle : ou Journal des audiences de la Cour de cassation et des Cours royales / par M. Dalloz,... et par M. Tournemine,.... 1880.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

(Defrémont C. Duchemin-Lefranc.) — ARRÊT.

LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'art. 691 c. civ.; — Attendu que les droits *sui generis* que les propriétaires riverains exercent sur une voie publique ne font pas obstacle aux modifications, redressements ou suppressions que l'Administration a la faculté d'ordonner; — Attendu que le déclassement de tout ou partie d'une voie publique a pour effet de faire perdre à la partie retranchée son caractère de domaine public et de lui donner celui de propriété privée; — Attendu qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué que le terrain dont s'agit au procès est la partie retranchée d'une rue vendue régulièrement par la commune de Fontaine-Notre-Dame à Defrémont; — Attendu que le déclassement de cette portion de rue l'a convertie en propriété privée et a fait cesser le droit de Duchemin d'y accéder; — Que si la mesure administrative lui portait préjudice, il devait se pourvoir à fin d'indemnité contre qui et devant qui de droit; — D'où suit qu'en ordonnant que Defrémont serait tenu de supprimer la barrière qu'il a établie sur la parcelle de terrain acquise par lui et provenant d'un retranchement de la voie publique; qu'en le condamnant à des dommages intérêts pour le préjudice souffert, et qu'en décidant ainsi que Duchemin avait conservé un droit d'accès et de passage sur cette parcelle, l'arrêt attaqué (Amiens, 25 mars 1879) a violé la disposition de loi susvisée; — Par ces motifs, casse.

Du 4 août 1880.-Ch. civ.-MM. Mercier, 1^{er} pr.-Rohault de Fleury, rap.-Charrins, 1^{er} av. gén., c. conf.-Robiquet et Pérouse, av.

LOI PERSONNELLE, LOI RÉELLE : 1^o PAYS ÉTRANGER, CONTRAT, FORME, PREUVE; 2^o ANGLETERRE, CONVENTION, PREUVE TESTIMONIALE. — 3^o PREUVE TESTIMONIALE, ORDRE PUBLIC, DÉROGATION.

Le contrat passé à l'étranger entre personnes de nationalités différentes est régi, quant à sa forme et à son mode de preuve, par la loi du pays où il a été conclu (1);

En conséquence, la preuve de l'existence d'une convention passée en Angleterre entre un Français et un Anglais peut être établie par témoins, bien que cette convention porte sur un objet dont la valeur excède 150 fr., la loi anglaise autorisant, à la différence du code civil, l'emploi de la preuve testimoniale en pareille circonstance (2).

Et, d'ailleurs, les dispositions du code civil sur la preuve testimoniale ne constituent pas des prescriptions d'ordre public auxquelles il soit interdit de déroger par des conventions particulières (c. civ. 1341 et suiv.) (3).

(Benton C. Horeau.)

Par suite d'un contrat d'échange intervenu à Londres entre le sieur Horeau, propriétaire français, et le sieur Benton, commerçant anglais, ce dernier est devenu créancier d'une somme sur le montant de laquelle des difficultés se sont élevées lors du paiement. L'affaire a été portée devant le tribunal civil de Boulogne-sur-Mer, tribunal du domicile du défendeur, et le jugement suivant a été rendu le 25 juill. 1878 :

Attendu que la prohibition édictée par l'art. 1341 c. civ., de

(1, 2 et 3) D'après la doctrine et la jurisprudence, la règle *locus regit actum* s'applique à toutes les formalités extrinsèques ou probantes des actes, et il n'y a pas à tenir compte de la loi du lieu où l'exécution d'un acte est poursuivie pour résoudre les difficultés qui peuvent s'élever relativement à la forme ou au mode de preuve (*Jur. gén.*, v^o Lois, n^o 431; Massé, *Droit commerc.*, 2^e et 3^e éd. t. 2, n^o 770; Bonnier, *Traité des preuves*, 4^e éd., t. 2, n^o 933; Pasquale Fiore, traduction Pradier-Fodéré, *Droit internat., privé*, n^o 319; Civ. rej. 23 févr. 1864, D. P. 64. 1. 166; Paris, 20 janv. 1873, D. P. 73. 2. 59). Aucune exception à ces principes généraux ne peut être faite dans le cas où il s'agit de l'application des dispositions du code ci-

(a) (Dhénin C. Doffin et comp. d'assur. terr. *la Patrie*.) — LA COUR; — Sur le deuxième moyen, tiré de la violation des art. 1341 et 1385 c. civ. : — Attendu qu'il n'a été déposé, ni en première instance, ni en appel, aucune conclusion tendant à faire déclarer non recevable, en l'absence de tout commencement de preuve par écrit, la preuve testimoniale touchant le mandat reçu par Dhénin

recevoir la preuve testimoniale de toute chose ou valeur excédant 150 fr., doit être considérée comme une prohibition d'ordre public, qu'il suffit de se reporter aux motifs et aux considérations qui ont fait introduire ladite prohibition pour se convaincre qu'elle n'a pas été admise uniquement dans l'intérêt des parties, mais aussi et surtout dans un intérêt d'ordre et de moralité publics; — Qu'en effet, en adoptant cette disposition, le législateur a eu surtout en vue de prévenir la multiplicité des procès, et que sous ce rapport, son but est manifestement tout d'intérêt général;

Attendu, dans l'espèce, que Benton, sujet anglais, réclame à Horeau le paiement d'une somme supérieure à 150 fr., en exécution d'un contrat prétendument intervenu entre eux en Angleterre, et que n'ayant pas de preuve écrite de l'existence de ladite convention, il demande à en rapporter la preuve par témoins, conformément à la loi anglaise qui permettrait cette preuve; — Mais attendu que les lois étrangères ne peuvent recevoir exécution en France qu'autant qu'elles ne sont pas contraires aux prohibitions d'ordre public de la loi française; — Que le défendeur s'oppose d'ailleurs à la preuve testimoniale demandée; — Que l'offre de preuve de Benton ne saurait donc être accueillie; — Qu'il ne justifie pas sa demande et qu'il en est réduit à se prévaloir de l'aveu du défendeur qui ne reconnaît lui devoir que 375 fr. qu'il lui a offerts en conciliation, et qu'il lui offre encore à la barre du tribunal; — Par ces motifs, sans s'arrêter à l'offre de preuve et en donnant acte à Horeau de ses offres; — Condamne celui-ci à payer à Benton la somme de 375 fr.

Pourvoi en cassation par le sieur Benton pour violation des art. 1134, 1341, 1348 c. civ., et de la règle *locus regit actum*, en ce que le jugement attaqué a refusé d'admettre la preuve testimoniale des conditions d'un contrat conclu à Londres alors que la loi anglaise permettait l'emploi de ce mode de preuve.

ARRÊT (après délib. en la ch. du cons.).

LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'art. 1134 c. civ.; — Attendu que l'art. 1341 c. civ. qui exige un écrit et qui prohibe la preuve testimoniale pour la constatation des obligations conventionnelles dépassant 150 fr., est inapplicable au contrat passé à l'étranger entre personnes de nationalités différentes; — Que ce contrat est régi quant à sa forme et à son mode de preuve par la loi du pays où il a été conclu, et non par la loi du pays où son exécution est poursuivie; — Qu'ainsi le juge français doit admettre la preuve par témoins des conventions purement verbales, quelle qu'en soit la valeur, lorsqu'elles ont été passées dans un pays dont la loi n'exige pas leur rédaction par écrit, et en autorise la preuve testimoniale; — Attendu que, dans l'espèce, le demandeur, sujet anglais, offrait de prouver par témoins que les marchés en exécution desquels il réclamait au défendeur une somme de 1,008 fr. avaient été passés en Angleterre, et qu'il articulait que la loi anglaise n'exigeait pas qu'ils fussent rédigés par écrit, et qu'elle en autorisait la preuve par témoins; — Que néanmoins le jugement attaqué a rejeté cette offre de preuve sous l'unique prétexte qu'elle était contraire aux dispositions du code civil concernant la preuve testimoniale; — Mais attendu que ces dispositions se bornent à restreindre l'exercice de ce mode de preuve sans le proscrire d'une manière absolue; — Qu'elles l'admettent même dans certains cas, au nombre des preuves légales; — Que, dès lors, les règles qu'elles édictent ne constituent pas des prescriptions d'ordre public, auxquelles il soit interdit de déroger par

vil sur l'admissibilité de la preuve testimoniale, ces dispositions, ainsi que le dit l'arrêt ci-dessus, n'intéressant pas l'ordre public (V. notre *Code civil annoté*, art. 1341, n^{os} 97 et suiv. *Contrà* : Aubry et Rau, *Droit civil français*, 4^e éd., t. 8, § 761, p. 295, texte et notes 3, 4 et 5; Laurent, *Principes de droit civil*, t. 19, n^{os} 397 à 400). Ce dernier point résulte aussi d'un arrêt de la chambre des requêtes qui a décidé que le moyen tiré de ce que la preuve testimoniale a été admise, en l'absence de tout commencement de preuve par écrit, pour prouver l'existence d'un mandat excédant 150 fr., ne peut être proposé pour la première fois devant la cour de cassation (Req. 22 juill. 1878) (a).

qu'ainsi le moyen n'ayant pas été proposé devant les juges du fond, ne peut être pour la première fois invoqué devant la cour de cassation; — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la cour de Douai du 19 janv. 1878.

Du 22 juill. 1878.-Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.-Voisin, rap.-Robinet de Cléry, av. gén., c. conf.-Bellaigue, av.

des conventions particulières; — D'où suit qu'en décidant le contraire et en refusant d'apprécier le litige au point de vue du statut anglais qui devait le régir, les juges du fond ont faussement appliqué l'art. 1341 c. civ. et violé l'art. 1134 ci-dessus visé; — Par ces motifs, casse le jugement rendu entre les parties le 25 juill. 1878, par le tribunal civil de Boulogne-sur-Mer...

Du 24 août 1880.-Ch. civ.-MM. Massé, pr.-Aucher et Blondel, rap.-Desjardins, av. gén., c. conf.-Massenat-Deroche, av.

AVARIES : 1^o, 2^o et 3^o AVARIE COMMUNE OU PARTICULIÈRE, CARACTÈRE, RELACHE, DÉCHARGEMENT, DÉLIBÉRATION; 4^o CARACTÈRE, FAITS, CASSATION, APPRÉCIATION.

Le caractère de l'avarie commune ou particulière, irrévocablement fixé au moment où s'accomplit soit le fait accidentel résultant de la force majeure qui constitue l'avarie particulière, soit l'acte volontaire ayant pour objet le salut commun et qui constitue l'avarie commune, réagit sur tous les dommages qui ont été la conséquence du fait primitif (c. com. 400 et 403) (1);

Ainsi, les détériorations occasionnées par les rats depuis le départ du navire et qui ont amené la mise des pompes hors de service constituant une avarie particulière, la relâche du navire et le déchargement des marchandises, qui ont été la conséquence de cet accident, ont aussi le caractère d'avaries particulières et non celui d'avaries communes (2);

... Alors même que la relâche aurait été précédée d'une délibération de l'équipage portant qu'il y avait lieu de l'effectuer dans l'intérêt commun du navire et de la cargaison, s'il est constaté en fait qu'à ce moment le navire n'était menacé d'aucun péril imminent (3).

L'appréciation des faits qui déterminent le caractère de l'avarie rentre dans le domaine des juges du fond (4).

(Henricksen C. Destang.)

Le navire *Folkvang*, commandé par le capitaine Henricksen, était parti de New-York avec un chargement de blé en grenier à destination de Bordeaux : les pompes avaient été régulièrement affranchies. Vingt-quatre heures après avoir pris la mer, le capitaine, ayant voulu, à la suite de quelques fatigues éprouvées par le navire, faire affranchir les pompes, s'aperçut qu'elles étaient engorgées et pleines de blé. Il consulta alors son équipage sur le parti à prendre, et il fut unanimement résolu, pour le salut commun, de relâcher au port le plus voisin, c'est-à-dire à New-York, où l'on retourna effectivement. Des experts, nommés par l'autorité compétente, constatèrent alors, après le débarquement de la marchandise ordonné par eux, que l'engorgement des pompes provenait de trous faits par les rats dans la partie supérieure de la cage de l'archipompe, ce qui avait permis au blé de s'introduire dans la pompe. Après que les réparations nécessaires furent faites et la marchandise rembarquée, le capitaine remit à la voile et arriva à Bordeaux le 4 juill. 1879. Le capitaine Henricksen prétendant que la relâche forcée du navire, la réparation de ses avaries ainsi que le débarquement et le rembarquement de la cargaison de blé avaient entraîné des frais auxquels devaient contribuer la cargaison, le navire et le fret, assigna le sieur Destang, destinataire de la marchandise à l'effet de nommer des experts qui seraient chargés de faire le règlement des avaries.

Le tribunal de Bordeaux a rendu, à la date du 10 juill. 1879, un jugement par lequel il a déclaré le capitaine Henricksen mal fondé dans sa demande.

(1 et 2) V., en ce sens, Alauzet, *Commentaire du code de commerce*, 3^e édit., t. 6, nos 2295 et 2311; Bédarride, *Commerce maritime*, 2^e édit., t. 5, nos 1675 et suiv.; Caumont, *Dictionnaire universel de droit maritime*, 2^e éd., v^o *Avarie*, nos 6 et suiv.; Denis Weil, *Assurances marit. et avaries*, nos 289 et suiv.; *Jur. gén.*, v^o *Droit maritime*, nos 1119 et suiv.; notre *Code de commerce annoté*, art. 400, nos 6 et suiv.; art. 403, nos 2, 7 et suiv., 21 et suiv., et les observations développées de M. le conseiller Féraud-Giraud, dans son rapport ci-dessus recueilli où il explique les dissidences apparentes que l'on a cru remarquer entre la jurisprudence de la cham-

Appel du capitaine Henricksen et, le 9 févr. 1880, arrêt confirmatif de la cour de Bordeaux :

Attendu que l'appel du capitaine Henricksen a pour but de faire classer comme avarie commune des frais occasionnés par la relâche du *Folkvang* à New-York et par le débarquement des marchandises; — Attendu que la relâche a été nécessitée par l'état des pompes qui étaient engorgées de blé et ne pouvaient plus fonctionner, que quoique le navire ne fût pas menacé d'un péril imminent, le capitaine a pensé avec raison qu'il ne pouvait s'exposer aux chances d'une longue traversée avec des pompes hors de service; que l'équipage consulté a partagé cet avis et qu'il a été décidé pour le salut commun du navire et de la cargaison, que le *Folkvang* rentrerait à New-York d'où il était parti depuis vingt-quatre heures; — Attendu que la relâche et le déchargement des marchandises se rattachent directement à l'accident qui aurait mis les pompes hors de service; que la cause de cet accident a été déterminée par l'expertise faite à New-York et ne peut être attribuée qu'aux détériorations occasionnées par les rats depuis le départ du navire; — Attendu que ces détériorations rentrent dans la catégorie des avaries particulières spécifiées par l'art. 403 c. com.; que la relâche en a été la conséquence nécessaire; qu'elle revêt donc le même caractère quoiqu'elle ait été décidée par l'avis de l'équipage motivé sur l'intérêt commun du navire et de la cargaison; — Attendu, dès lors, que c'est à bon droit que les premiers juges ont repoussé la demande du capitaine Henricksen; — Par ces motifs, confirme.

Pourvoi en cassation par le capitaine Henricksen pour fausse application des art. 403 et 404 c. com., et violation des art. 400 et 401 du même code, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré avarie simple ou particulière les frais occasionnés par la relâche du *Folkvang* à New-York et par le débarquement des marchandises, sous le prétexte que la cause et l'origine première de ces frais serait un cas fortuit (l'empêchement de fonctionner des pompes du navire), alors cependant qu'il est constaté par l'arrêt attaqué lui-même que ces frais provenaient d'un fait volontaire, puisque l'arrêt établit « que le capitaine a pensé avec raison qu'il ne pouvait s'exposer aux chances d'une longue traversée avec des pompes hors de service, que l'équipage consulté a partagé cet avis, et qu'il a été décidé pour le salut commun du navire et de la cargaison que le *Folkvang* rentrerait à New-York », et que, dès lors, ces frais ne pouvaient être classés légalement qu'en avaries grosses ou communes.

M. le conseiller Féraud-Giraud, rapporteur, a présenté sur ce pourvoi les observations suivantes :

D'après une règle fondamentale en ces matières, comme le rappelait avec tant d'autorité devant vous M. le conseiller d'Oms dans son rapport de 1864 (sur l'arrêt du 3 févr. 1864, D. P. 64. 1. 57), le caractère d'une avarie est déterminé par les causes qui la produisent et non par les effets qui la suivent. Fixé irrévocablement au moment du sinistre, le caractère de l'avarie ne peut être modifié par les événements postérieurs. L'avarie particulière à son origine, ne peut pas plus dégénérer en avarie commune par les actes subséquents, que celle-ci ne peut se résoudre en avarie particulière... Ces principes, c'est toujours M. d'Oms qui parle, n'ont jamais été contestés dans la doctrine, on a essayé de s'y dérober dans la pratique à l'aide de distinctions plus ou moins subtiles, et tout en admettant, par exemple, que le navire échoué par un événement de force majeure fût placé sous l'empire de l'avarie particulière, on prétendait classer en avaries communes les dépenses faites pour décharger le navire à l'effet de rendre possibles les réparations que l'échouement avait occasionnées. Les partisans de ce système estimaient qu'ils lui avaient donné une base solide en faisant observer que le déchargement était un acte volontaire, qu'il pouvait même être délibéré entre le capitaine et l'équipage et qu'il était accompli aussi bien dans l'intérêt de la marchandise que du navire, puisque les chargeurs sont tout aussi intéressés que les propriétaires du navire au succès définitif de la navigation. Cette objection ne tendrait à rien moins qu'à effacer la distinction établie par la loi entre

bre des requêtes et celle de la chambre civile, et concilie des décisions qui sembleraient parfois se contredire (V. aussi nos observations, D. P. 61. 2. 38; 63. 1. 416; 64. 1. 57; 68. 1. 345 et 470; 70. 2. 36).

(3) Conf. Alauzet, *op. cit.*, n^o 2295; Bédarride, *op. cit.*, n^o 1678; Frémery, *Études de droit commerc.*, p. 217; Dubernard sur Beneke, *Traité des principes d'indemnité en matière d'assurance maritime*, t. 1^{er}, p. 608 et 609; Caumont, *op. et v^o cit.*, nos 26 et suiv., et le rapport de M. Féraud-Giraud.

(4) V. notre *Code de commerce annoté*, art. 400, n^o 15; Alauzet, *op. cit.*, n^o 2295, et le rapport ci-dessus.